La Turquie et l'Union européenne

Scénarios géopolitiques

Guy Baudelle et Benoit Montabone

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/2314>

DOI : 10.4000/echogeo.2314

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Guy Baudelle et Benoit Montabone, « La Turquie et l'Union européenne », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 11 mars 2008, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/2314> ; DOI : 10.4000/echogeo.2314

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

La Turquie et l'Union européenne

Scénarios géopolitiques

Guy Baudelle et Benoit Montabone

- 1 A l'heure où l'Union européenne examine les multiples chapitres de la candidature de la Turquie à l'Union européenne (UE), nombreux sont les observateurs à s'interroger sur l'évolution possible des relations entre ces deux puissances. La question paraît d'autant plus cruciale qu'elle provoque facilement polémiques et prises de position passionnelles. Tout au long de son histoire, la Turquie est apparue aux Occidentaux comme un pays carrefour entre les Etats balkaniques et ceux du Moyen Orient, entre la Méditerranée et la Mer Noire, entre le monde romain et le monde turc, en résumé comme un « monde de l'entre-deux ». Profitant de cette position stratégique, la Turquie a clairement choisi au cours de la guerre froide le camp occidental contre les visées russes sur le Bosphore, en devenant un des piliers de l'OTAN.
- 2 Aux yeux des Européens, la Turquie possède aujourd'hui d'autres atouts non négligeables: une économie dynamique et prometteuse, une population jeune, une main-d'œuvre qualifiée et meilleur marché qu'en Europe communautaire. Cela en fait un élément incontournable dans les stratégies politiques et économiques de l'Union européenne. Lorsqu'on observe, par exemple, l'évolution du dossier pétrolier et en particulier la question du tracé du nouvel oléoduc qui doit évacuer le pétrole azerbaïdjanais, on s'aperçoit que la solution choisie, soutenue par les Occidentaux, consiste à passer par l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Anatolie et le port turc méditerranéen de Ceyhan où arrive déjà l'oléoduc de Kirkuk. Une telle option renforce les atouts stratégiques de la Turquie car ce nouveau complexe pétrolier constituera dans les prochaines années un pôle important d'approvisionnement pour la planète entière (Marcou, Vardar, 2004). La question de l'intégration ou non de la Turquie à l'Europe communautaire constitue une autre question de taille pour leurs relations respectives avec la Méditerranée, le monde arabe et l'Asie centrale.
- 3 Les nombreuses voies d'évolution possibles ont été résumées en quatre scénarios prospectifs¹: le **scénario normatif** correspondant au cheminement souhaitable, le **scénario tendanciel** prolongeant les tendances actuelles, le **scénario alternatif**

explorant une voie différente de l'adhésion et enfin le **scénario catastrophe** qui verrait les deux parties se tourner le dos.

L'ancrage européen (scénario normatif)

- 4 Les résultats de cet exercice de prospective semblent démontrer que l'adhésion de la Turquie est le scénario normatif, c'est-à-dire l'avenir le plus souhaitable.
- 5 La Turquie intègre l'Union européenne d'ici 2020. Dans cette configuration, le pays s'écarte des Etats-Unis dont elle conteste les ambitions pour le « Grand Moyen Orient » du fait d'une politique proeuropéenne des gouvernements turcs et, à l'inverse, d'un soutien réel de l'UE et de ses Etats membres. La stabilité géopolitique de la Turquie devient une garante de la sécurité politique et militaire de la région. La spécificité de son orientation Est-Ouest en fait un trait d'union entre la Mer Noire – dont deux pays riverains, la Russie et l'Iran, sont politiquement incontournables – et la Méditerranée, espace privilégié des relations avec le Moyen Orient et l'Afrique du Nord. La Turquie s'est engagée au Liban et pour la résolution du conflit israélo palestinien, jouant ainsi son rôle d'intercesseur diplomatique entre les pays musulmans et l'Europe. Elle invalide ainsi la thèse du « choc des civilisations » et œuvre à un meilleur dialogue entre les pays méditerranéens.
- 6 Le pays a mis fin aux conflits qui l'impliquaient territorialement en reconnaissant une République de Chypre unifiée ou du moins en participant aux négociations pour sa réunification, et en apaisant les tensions avec la minorité kurde par une reconnaissance de sa langue et de sa culture. Les aides financières de l'UE permettent entre autres de développer les zones frontalières du Sud-Est si bien qu'un réel trafic transfrontalier voit le jour avec l'Irak, l'Iran et la Syrie.
- 7 De même, en admettant en son sein un pays inévitable pour le transit des hydrocarbures en provenance des rives de la mer Caspienne, l'UE assure son approvisionnement énergétique. Elle dispose aussi d'une base solide pour investir dans les champs pétrolifères d'Asie Centrale où elle entre en concurrence avec les Etats-Unis d'une part et la Russie d'autre part.
- 8 Seule ombre au tableau possible : la Turquie n'a pas rétabli ses liens diplomatiques avec l'Arménie faute d'avoir reconnu le génocide de 1915-1916.
- 9 A l'horizon 2020, la Turquie intègre également l'Union européenne, mais la Commission est accusée d'avoir favorisé cette entrée en fermant les yeux sur certains chapitres non résolus. Cette adhésion crée un précédent et accentue la crise communautaire entre Etats « pro » ou « anti » Turquie. Israël prend prétexte de cette adhésion pour faire valoir la sienne au nom de son ancrage occidental.
- 10 Les pays frontaliers doivent gérer des flux migratoires imprévus tandis que le financement des politiques de cohésion se fait au détriment d'autres régions défavorisées, notamment en Europe orientale. La Turquie reste un des piliers de la politique de l'OTAN et des Etats-Unis au Moyen Orient et se rapproche en son sein des pays les plus atlantistes comme le Royaume-Uni et la Pologne. Ce renforcement de l'axe atlantiste met à mal les efforts diplomatiques européens et ne permet pas à l'UE de jouer un grand rôle diplomatique sur le plan mondial.
- 11 Cependant, la Turquie s'engage dans la résolution de conflits régionaux tant dans le Caucase qu'au Proche Orient. Son implication dans ces dossiers au nom de l'UE tend à radicaliser les forces en présence qui menacent de représailles tous les pays européens. Aucun n'est à l'abri d'actes terroristes.

- 12 Du fait de ses nouvelles frontières externes, l'UE peut aussi se retrouver impliquée dans des conflits régionaux qui ne la concernaient auparavant pas. Même si l'Etat turc a reconnu les spécificités culturelles du peuple kurde pour satisfaire aux critères de Copenhague, les activistes du PKK (ou d'autres groupes indépendantistes kurdes) n'ont pas rendu les armes. La Turquie intervient contre l'avis de l'UE ou avec son aval en Irak ou en Iran pour déloger les rebelles kurdes. Les pays concernés se sentent attaqués et peuvent déclarer la guerre à la Turquie. La question de la solidarité militaire des pays membres se poserait alors, risquant d'impliquer au moins deux puissances nucléaires (France et Royaume-Uni) dans un conflit relativement localisé.
- 13 De si nombreux obstacles surgissent en cours de négociation que l'Union européenne préfère repousser les échéances. Les Turcs, dominés par le sentiment du refus de leur pays quels que soient leurs efforts, rejettent politiquement la perspective de l'adhésion.
- 14 Mais la position stratégique de la Turquie pousse l'UE à élaborer des relations bilatérales renforcées en particulier pour garantir son propre approvisionnement énergétique. Au prix de rudes négociations et notamment d'une intégration de la Turquie dans l'espace Schengen, l'UE obtient un traitement de faveur dans l'utilisation des infrastructures turques nécessaires au transit des hydrocarbures en provenance de la région caspienne et des pays d'Asie Centrale jusqu'au port de Ceyhan.
- 15 A l'inverse, la non satisfaction des conditions turques pourrait pousser le pays à favoriser les Etats-Unis ou la Russie dans l'utilisation de ses infrastructures. Saisissant l'opportunité, les Etats-Unis renforcent alors leur alliance avec la Turquie, notamment sur un plan militaire, et favorisent une politique panturque en Asie Centrale pour contourner les intérêts russes dans la région. Consciente de son manque de moyens financiers pour assumer cette politique, la Turquie se sert de son contrôle stratégique des ressources énergétiques et hydrauliques pour nouer d'autres partenariats lucratifs, notamment avec l'Irak et la Syrie. Ces partenariats jettent les bases de solidarités nouvelles par exemple autour de l'eau – à l'image des pays de la CECA pour le charbon et l'acier – puis d'un marché commun, amorce d'un regroupement autour d'un projet d'avenir dont la Turquie est le moteur.
- 16 Le dialogue politique euro-turc n'est pas pour autant rompu, et il contribue à la stabilisation de la région en partenariat avec la Russie. Ce dialogue peut inspirer une gestion commune de la Mer Noire, en accord avec les pays membres de l'UE (Roumanie, Bulgarie), l'Ukraine, la fédération de Russie et la Géorgie.
- 17 Mais cette politique de rapports bilatéraux comme son attitude nationaliste envers les Kurdes peut aussi entraîner la Turquie dans des conflits régionaux ou bilatéraux avec la Syrie, l'Irak ou l'Iran. Bien que condamnée par l'UE qui gèle tout processus d'adhésion, elle obtient le soutien d'Israël et des Etats-Unis qui luttent ainsi contre des Etats déclarés « voyous ». La question religieuse n'est pas négligeable ici, les Chiites iraniens et irakiens pouvant très bien s'allier contre les Sunnites soutenus par l'Occident.
- 18 Dans les Balkans, l'implication de la Turquie dans la résolution des conflits crée des ressentiments à son encontre que propagent les minorités des pays respectifs. La Grèce dénonce sa politique de création d'un corridor musulman dans les Balkans –avec l'Albanie comme enjeu majeur– et ravive la question chypriote, a priori réglée depuis plusieurs années, en représailles.
- 19 Dans ce cadre, la montée d'un islam radical en Turquie achève de couper les liens avec l'UE. Les nationalistes turcs anti-européens préfèrent alors se tourner vers un Moyen

Orient qui met en échec la politique des Etats-Unis dans la région. Devant ce renversement stratégique, les Etats-Unis rompent leur alliance avec la Turquie, qui décide de quitter l'OTAN. De même, les relations avec la Syrie sont normalisées suite à une entente sur la gestion de l'eau. Israël s'inquiète de ce nouvel allié et préfère rompre les accords militaires qui le liaient à la Turquie. Cette dernière se tourne alors vers l'Iran et la Russie pour obtenir une protection nucléaire.

- 20 Dans le domaine de l'énergie, la Turquie assure son approvisionnement par un accord avec la Russie sur l'utilisation des détroits de la Mer Noire par les navires russes. Elle essaie de développer une intégration régionale ou du moins un partenariat avec les pays turcophones, mais n'a pas les moyens de ses ambitions. La Russie voit d'un mauvais œil cette tentative et menace de rompre ses contrats d'approvisionnement.
- 21 Les relations historiques avec l'Europe s'estompent, la Turquie se retrouve seule, mais reste en mesure de nouer des alliances bilatérales opportunistes grâce à sa position géostratégique.

BIBLIOGRAPHIE

Baudelle G., 2006, La Turquie peut-elle rejoindre l'Union Européenne ?, *Bulletin de la Société Géographique de Liège*, 48, 5-16.

Dahlman C., 2004, Turkey's Accession to the European Union: The Geopolitics of Enlargement, *Eurasian Geography and Economics*, 45, 8, 553-574.

Drevet J.-F., 2007, Union européenne, la résistance turque. La Turquie peut-elle satisfaire aux conditions politiques de l'adhésion à l'Union européenne ?, *Futuribles*, 331, 37-48.

Marcou J. et Vardar D., 2004, La Turquie aux portes de l'Europe, *Notre Europe* (www.notre-europe.asso.fr/Fichiers/Policy10.pdf).

Pérouse J.F., 2004, La Turquie est-elle intégrable ? Quelques réflexions sur des frontières de part et d'autre imaginées, *Outre-Terre*, 7, 355-374.

NOTES

1. Scénarios élaborés dans le cadre de l'atelier de prospective « UE – Turquie » du laboratoire RESO conduit de septembre à décembre 2007).

RÉSUMÉS

L'article explore les évolutions possibles des relations entre la Turquie et l'Union européenne à l'horizon 2020. Il présente quatre scénarios géopolitiques : *l'ancrage européen* (scénario normatif), *l'intégration à risque* (scénario tendanciel), *la diversification des partenaires* (scénario alternatif) et *le renversement stratégique* (scénario catastrophe). Dans tous les cas, l'accès aux hydrocarbures du Caucase et de la mer Caspienne joue une place centrale.

This article investigates the various possible evolutions of the relations between Turkey and the European Union on the horizon 2020. Four resulting geopolitical scenarios are introduced: *European anchoring* (the normative scenario), *Integration at risk* (the trend line scenario), *Diversification of partners* (the alternate scenario), and at last *Strategic overthrow* (the nightmare one). In every case, the access to the hydrocarbons of Caucasus and Caspian Sea plays a key role.

INDEX

Mots-clés : géopolitique, Union européenne, scénario, Turquie, Horizon 2020, prospective

Keywords : geopolitics, European Union, Turkey, Foresight Study

AUTEURS

GUY BAUELLE

Guy Baudelle (guy.baudelle@univ-rennes2.fr) est professeur d'aménagement de l'espace-Urbanisme à l'Université européenne de Bretagne, titulaire d'une Chaire européenne Jean Monnet sur « Le développement spatial de l'Union européenne dans la perspective de l'élargissement » et membre du laboratoire RESO (UMR ESO CNRS 6590). Il a notamment publié quatre ouvrages : 1. (avec Catherine Guy, et Bernadette Mérenne-Schoumaker), *Le développement territorial en Europe. Concepts, enjeux et débats*, Presses Universitaires de Rennes, 2008, à paraître. 2. (avec Hervé Regnauld), *Echelles et temporalités en géographie*, SEDES, 2004.

3. (codirigé avec Catherine Guy), *Le projet européen. Histoires, enjeux, prospective*, Presses Universitaires de Rennes, 2004.

4. (codirigé avec Rémy Allain et Catherine Guy), *Le polycentrisme. Une ambition nouvelle pour l'aménagement du territoire*, Presses Universitaires de Rennes, 2003.

BENOIT MONTABONE

Benoît Montabone (montaboneb@yahoo.fr) est agrégé de géographie, chercheur au même laboratoire et boursier de l'Institut français des études anatoliennes (Istanbul).